

Introduction

**Robert Boyce, Sabine Jansen,
Pierre Purseigle, Marie Scot**

Le dossier, présenté aujourd'hui par la revue *Histoire@Politique*, est né d'une double volonté de ses coordinateurs : contribuer au centenaire de la Première Guerre mondiale en apportant une pierre à l'édifice de la connaissance de cet événement à bien des égards fondateur, et privilégier une approche historiographique différente, non hexagonale.

L'historiographie concernant la Grande Guerre sert, en effet, de révélateur aux lignes de fracture qui traversent les sociétés engagées dans le conflit et les enjeux de tous ordres qui en découlent. La lecture de l'ensemble des articles confirme que l'histoire est, selon le mot de Paul Valéry, « le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré » et que ses usages pèsent lourdement sur ses conditions d'élaboration.

L'état des historiographies étrangères de la Première Guerre mondiale dressé ici est certes partiel. Si les limites mêmes de l'exercice empêchent de proposer une vision globale des débats soulevés par la Grande Guerre, l'intérêt du panorama présenté dans les différentes études qui suivent, reste entier.

Mettre en parallèle les historiographies nationales souligne d'abord le poids des mémoires collectives et des grands récits nationaux autour desquels s'articule encore souvent la production intellectuelle. La période commémorative qui s'ouvre en 2014 renforcera certainement les liens éminemment problématiques entre histoire et mémoire de la Grande Guerre. Dans bien des pays, comme en témoignent les contributions sur les États-Unis (Jennifer Keene), le Canada (Robert Bothwell et Susan Colbourn), la Pologne (Stephan Lehnsteadt) ou la Russie (Alexandre Sumpf), la mémoire de la Seconde Guerre mondiale a largement occulté celle du premier conflit mondial. *A contrario*, les historiographies dominées par les thématiques d'histoire culturelle et mobilisant les notions de sorties de guerre et de démobilisation culturelle, privilégient un dialogue fécond, comparatif et en miroir, entre les deux conflits. Il reste que dans la plupart des anciens pays belligérants et dans bien des anciens neutres, la demande sociale se traduit par un intérêt toujours très fort pour une guerre qui nourrit aujourd'hui un nombre croissant de projets littéraires, artistiques, médiatiques et patrimoniaux. Dans ce contexte, l'État n'est souvent qu'un acteur mémoriel parmi tant d'autres, parfois dominant comme en France ou plus effacé comme en Allemagne, mais opérant toujours aux côtés d'associations, d'entreprises, de collectivités locales et de très nombreuses familles. Peu nombreuses

sont celles dans les pays concernés qui, à un degré ou à un autre, n'ont pas versé l'impôt du sang.

Cette diversité des acteurs explique en partie la polyphonie des mémoires de la Grande Guerre. D'autant que ces mémoires se sont constituées par strates chronologiques successives. Le conflit à peine déclenché, les États et les élites intellectuelles se sont mobilisés pour justifier les buts de guerre et préciser les responsabilités dans son déclenchement à des fins de propagande. Une véritable guerre historiographique s'est ensuite déroulée, dès le début des années 1920, dans un contexte de règlement de la paix et de paiement des réparations, sous l'œil attentif des États qui contrôlaient l'accès aux documents officiels et la construction des sites mémoriels. Ce n'est qu'après 1945, même si c'est loin d'être le cas partout (comme en témoignent la Turquie ou l'Europe centrale, orientale et russe), que la recherche historique scientifique a pu s'épanouir librement, toujours cependant en résonance et en concurrence avec les mémoires des témoins et de leurs représentants.

Le souvenir du conflit provoque et nourrit des interrogations politiques et éthiques fondamentales, l'absence de consensus mémoriel est sans doute un bon signe. Il atteste que, dans l'ensemble, la Première Guerre mondiale n'est pas un « objet froid », pour reprendre l'expression employée par François Furet à propos de la Révolution française. Qu'il s'agisse des origines de la guerre, du processus de mobilisation sociale, de la discipline militaire, ou de la mise en œuvre des traités de paix, l'expérience de la Première Guerre mondiale reste d'une grande pertinence pour nos contemporains. Dans quelles circonstances peut-on justifier le recours à la force ? La guerre moderne, qui mobilise toute la nation, est-elle par définition démocratique ? La défense de la nation justifie-t-elle tous les sacrifices ? De quels droits les combattants et leurs familles doivent-ils disposer ? Si la guerre « totale » suppose une sorte de pacte avec le peuple, promesse de réformes et de progrès, quel progrès peut-on anticiper à la fin de la guerre dans les pays victorieux et dans les pays vaincus ? Le droit international n'est-il rien d'autre que l'expression des rapports de force ? Autant de questions qui, cent ans après l'assassinat de François Ferdinand à Sarajevo, restent au cœur du débat public.

Si les mêmes questions traversent souvent la conversation mémorielle dans chacun des pays concernés, cette dernière est toutefois loin d'être véritablement transnationale ou européenne. L'État-nation, échelle centrale de l'expérience de guerre, fournit encore les cadres culturels et politiques dans lesquels on appréhende la Première Guerre mondiale. La guerre, sa mémoire comme son histoire, soulèvent encore bien des questions qui touchent à l'identité nationale passée comme présente, en particulier dans les États-nations de formation récente. Aussi l'historiographie de la Grande Guerre a-t-elle souvent été tributaire d'une lecture idéologique présentiste, comme en Italie où le débat scientifique épouse nettement les saisons de la vie politique (Marco Mondini). C'est le cas également en Russie ou dans les marges asiatiques de l'Empire russe (Cloé Drieu), où l'écriture de l'histoire a accompagné les inflexions du discours politique. L'étude de la Première Guerre mondiale en Turquie (Alexandre Tourmakine) est elle aussi soumise aux impératifs de la raison d'État : l'histoire s'écrit sous contrôle et occulte la violence de guerre et le génocide arménien.

Au Canada enfin, deux récits concurrents (anglophone et francophone) se sont constitués, fondés principalement sur la participation différenciée (largement fantasmée) des Canadiens à la guerre selon leurs appartenances culturelles et linguistiques.

Il ne faut donc peut-être pas s'étonner que l'historiographie de la Grande Guerre soit encore dominée par les approches nationales. Pourtant, très tôt, la part belle a été faite aux débats sur les origines et les responsabilités et sur la diplomatie de guerre. Paradoxalement, on pourrait dire que cette historiographie est à cet égard précocement transnationale et européenne, plus internationale même que la recherche équivalente sur la Seconde Guerre mondiale, la Guerre froide et les conflits plus récents.

D'autre part, le renouveau du champ constaté depuis les années 1980 est largement le fruit des approches comparatives et transnationales. Réponses analytiques aux dimensions d'un conflit global, ces dernières ont nourri en retour les historiographies nationales. Aussi en Autriche (Alan Sked) ou en Allemagne (Nicolas Patin), la question centrale des origines et des responsabilités ainsi que des buts de guerre toujours étudiée avec profit, s'est vue progressivement compléter par des travaux sur les violences de guerre et des recherches sur l'histoire sociale et culturelle du conflit autour de la thématique des mobilisations. Aux États-Unis, au Canada, en Italie et en Grande-Bretagne (Pierre Purseigle), l'histoire militaire et politique, souvent biographique, a été renouvelée par des approches d'histoire sociale et culturelle interrogeant par exemple l'enrôlement et la conscription (nation et races) ou les facettes de la mobilisation (genre, classe, race). L'histoire politique de la construction de l'État a été enrichie par des travaux sur l'exercice du pouvoir et les transformations des appareils étatiques en temps de guerre totale ou encore sur les interventions étatiques en économie et les prémices du *Welfare State*. L'histoire comparée est d'abord, en effet, une manière de repenser les expériences nationales, comme en témoignent plusieurs des contributions à ce numéro.

Les articles publiés traduisent surtout une préoccupation nouvelle pour la chronologie comme pour la géographie d'un conflit, dont le caractère global est aussi systématiquement évoqué qu'il est rarement discuté de manière critique.

Une interrogation commune, attachée aux caractères et aux transformations du phénomène guerrier, sous-tend en effet les évolutions du champ. Elle invite à reconsidérer les échelles habituelles de l'analyse historique, à commencer par les bornes chronologiques conventionnelles que représentent 1914 et 1918. Ensemble, les contributions réunies dans ce numéro sur l'Empire turc, sur l'Empire russe et ses marges asiatiques ou sur la Pologne, nous invitent en effet à replacer l'expérience de la guerre dans un *continuum* guerres, guerres civiles et révolutions qui bouleverse l'Europe entre 1912, avec la première guerre balkanique, et 1923, date à laquelle est signé le traité de Lausanne.

Le choix d'inclure les « marges » et les « périphéries » impériales dans le champ d'étude du dossier en sollicitant des contributions sur le Canada, sur l'Asie centrale

russe et l'Empire ottoman, s'explique évidemment par le souhait de rendre compte du caractère « mondial » du conflit. Il met également en lumière l'intérêt pour les historiens de croiser les champs de recherche dédiés aux Empires et ceux de la Grande Guerre et à en mobiliser les grilles de lecture de façon croisée. La Première Guerre mondiale – comme la Seconde Guerre mondiale – fut une guerre d'empires (Grande-Bretagne, France, Allemagne, Russie, Autriche-Hongrie, Turquie, États-Unis, Japon) autant qu'une guerre d'États-nations. Le conflit a profondément affecté le destin de ces empires, soit en accélérant leur chute et leur désagrégation, soit en prouvant au contraire leur valeur et leur importance. Si les États-nations, nés de ces empires, s'imposent comme l'échelle centrale de l'expérience de guerre et fournissent les cadres culturels et politiques d'appréhension du conflit, il faut rappeler que la dimension impériale de la Première Guerre mondiale est cruciale.

Ce dossier témoigne de la richesse et du dynamisme de ce champ d'étude. La diversité des situations et les contrastes diachroniques rendent peu aisé le classement des articles. L'ordre retenu ici répond donc à deux critères majeurs : la communauté linguistique et la logique territoriale. En s'intéressant tour à tour aux débats dans l'ancienne Autriche-Hongrie, en Allemagne, en Italie, en Grande-Bretagne, au Canada, aux États-Unis, en Pologne, en Russie, en Asie centrale et en Turquie, ce numéro dessine, en creux, les apports et les limites de l'historiographie française du conflit.

Il souligne d'abord le peu d'attention que portent les historiens français aux espaces étrangers sans d'ailleurs – comme le montrent les cas de la Belgique et de la Grande-Bretagne – que la proximité géographique, culturelle ou linguistique y remédie. Les raisons de ce désintérêt ne sont certes pas propres à l'historiographie de la Grande Guerre, et la jeune recherche, aussi dynamique en France qu'ailleurs, donne de fortes raisons d'espérer qu'elle brisera sans trop tarder le primat de l'histoire nationale.

Plus dommageable sans doute est la négligence relative dont pâtissent des domaines de recherche pourtant cruciaux. Le rôle moteur joué par l'histoire culturelle dans le renouvellement du champ ne suffit plus à masquer le travail qu'il reste à accomplir pour l'histoire militaire, économique, politique et sociale de la France en guerre. À cet égard, la querelle articulée depuis 1998 autour du couple consentement/contrainte, et réanimée artificiellement et sans surprise pour des raisons institutionnelles, médiatiques, ou tout simplement personnelles, continue de freiner l'historiographie française de la Première Guerre mondiale. Fort heureusement, les efforts de nombreux jeunes chercheurs et les initiatives de revues comme *Histoire@Politique* laissent entrevoir une sortie prochaine de ses confins hexagonaux. C'est en effet à ce prix que nous pourrons, collectivement, redonner toutes ses dimensions à la Grande Guerre.

Pour citer cet article : Robert Boyce, Sabine Jansen, Pierre Purseigle, Sabine Jansen, « Historiographies étrangères de la Première Guerre mondiale.Introduction », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]